

Cette lettre est très révélatrice des sentiments de l'Ouest. D'autres députés veulent prendre la parole, je n'irai donc pas plus loin. Avant de terminer, je voudrais souligner plusieurs points à l'intention du gouvernement. La situation de l'Ouest du Canada est très grave et le temps passe. Je crois que le gouvernement devrait quitter le dada culturel qu'il chevauche actuellement pour revenir aux problèmes vitaux qui se posent à notre pays.

Quand on voit le travail de toute une vie se perdre, on devient désespéré. C'est ce qui arrive aux cultivateurs, aux habitants de l'Ouest du Canada. Ils en ont assez d'entendre parler de la séparation du Québec et se demandent à quoi bon sauver le Canada s'ils ne peuvent même pas survivre économiquement dans l'Ouest. Voilà le sentiment que j'ai constaté à toutes les réunions auxquelles j'ai assisté pendant le congé de Noël. Il ne faut pas y voir une menace de la part de l'Ouest canadien, croire qu'il veut se séparer. Ses habitants, comme nous d'ailleurs, estiment que le Canada est une grande nation appelée à un grand avenir. Mais, j'insiste auprès du gouvernement pour dire que la situation dans l'Ouest est critique, qu'il est honteux de voir chose pareille se passer parce que le gouvernement n'agit pas. Le gouvernement semble faire face aux problèmes de l'agriculture de deux façons: lentement et très lentement. Qu'il agisse, immédiatement, pour remédier à la situation critique dans l'Ouest canadien.

M. Stan Schumacher (Palliser): Monsieur l'Orateur, par mes quelques observations ce soir, je n'ai pas l'intention d'ajouter aux nombreuses critiques qui s'abattent depuis quelques mois sur la Commission canadienne du blé. J'estime que la Commission pêche et dans sa composition et dans sa façon de fonctionner. On a déjà mentionné nombre de ses défauts, mais j'estime que la Commission a surtout servi de bouc émissaire pour les manquements d'autres personnes, notamment une longue suite de ministres du cabinet libéral dont l'unique contribution ces dernières années a été de manipuler la Commission du blé pour des avantages strictement politiques.

● (9.30 p.m.)

Le véritable coupable, celui qui a placé l'agriculture canadienne et la culture céréalière de l'Ouest en particulier dans la situation critique actuelle, c'est le parti libéral, qui a tourné le dos de façon délibérée à cette communauté agricole régionale et qui continue de le faire depuis au moins cinq ans. Le gâchis déplorable dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui est dû autant à l'incompétence du ministre de l'Agriculture actuel (M. Olson)

[M. Stewart (Marquette).]

qu'aux lacunes de notre système de commercialisation du grain.

Au lieu de passer son temps à essayer de vendre le premier ministre (M. Trudeau) et le cabinet aux gens de l'Ouest et de tramer la fusion de l'aide provinciale de son nouveau parti avec son ancien parti, il aurait dû essayer de vendre le blé de l'Ouest au gouvernement, qui, lorsqu'il s'agit de faire quelque chose ou de manifester un certain intérêt, semble ignorer complètement l'existence de l'Ouest au sein de la Confédération. Il est apparent, d'après l'attitude du gouvernement vis-à-vis de l'Ouest, de ses habitants et de ce qui l'intéresse, que le Canada du premier ministre se termine à la Tête des lacs.

Aussi longtemps que nous aurons un régime fédéral d'achat, de manutention et de vente du blé, que tout l'appareil dépendra du gouvernement en place, le régime sera efficace ou inefficace selon l'importance et l'appui que lui accordera Ottawa. La meilleure et la plus moderne des méthodes de commercialisation du monde vaudrait peu de chose tant que le gouvernement fédéral resterait insensible aux besoins de l'industrie agricole et refuserait de lui accorder une certaine priorité dans les affaires de la nation. Donc, à mon avis, la première chose et la chose la plus nécessaire que le Parlement doit faire c'est de susciter au sein même du gouvernement un intérêt réel et bien informé pour l'agriculture. Alors et seulement alors sera-t-il en mesure de réussir la révision et la modernisation complètes de notre méthode de commercialisation des céréales canadiennes.

En ce qui concerne l'industrie des céréales, le fait est que, tandis que les cultivateurs ont fait de leur côté des pas de géant en s'adaptant à la technologie et aux méthodes modernes, le reste est demeuré à l'époque du cheval et de la carriole des années 1920 et 1930. Ainsi que l'a fait remarquer le député de Dauphin (M. Ritchie), les fermiers ont augmenté leur production par tête avec une rapidité vertigineuse, qui surpasse celle de toutes les industries du Canada. Par contre, les méthodes de commercialisation de leur production—et dans le domaine de la manutention des grains, le gouvernement leur a refusé toute participation—restent archaïques. Le système de vente est non seulement encombrant et inefficace, mais il est pétrifié dans un moule qui ne saurait fonctionner que sur le meilleur marché de vendeurs, mais qui ne rime à rien sur le marché mondial actuel, qui est devenu et qui restera probablement aussi longtemps qu'on peut le prévoir un marché d'acheteurs.

Il suffit de jeter un regard sur le processus même de l'expédition et de l'exportation des